



PPCR, PROJET ASR, RAS : LA FIN PROGRAMMÉE DE LA DDFIP ?

Bobigny, le 07/04/2016

Présenté au cours du CTL du 25 mars 2016, le deuxième volet du plan ASR (Adaptation Structure Réseau) est une attaque sans précédent contre le réseau de la DDFIP 93. Celui-ci comprend en effet :

-La fermeture sèche de 6 trésoreries : La Courneuve, Bondy impôt, Bagnole, Gagny, Aulnay + fusion des 2 trésoreries hospitalières de Montreuil et Montfermeil en 1 seule à Gagny.

-La spécialisation des trésoreries mixtes en trésoreries SPL à Stains, Tremblay-en-France et Epinay-sur-Seine par le transfert de la partie Impôt aux SIP correspondants.

Après la réduction du réseau des FI, la fusion des services Enregistrement (création de la SDE), la régionalisation des DAJ, la fusion des CDIF... le réseau local et les missions de service public qui s'y rattachent, sont, une nouvelle fois, plus qu'écornés. Ces restructurations néfastes à la fois pour les contribuables comme pour les agents sont la conséquence des réductions de budgets de plusieurs dizaines de milliards d'euros prévus par le gouvernement Hollande-Valls à travers le « pacte de responsabilité ».

Couplé à la mise en place du Grand Paris qui vise à liquider les départements de la petite couronne et à « dévitaliser » les communes, **le projet ASR est la transcription locale de la sinistre Démarche Stratégique**. La mise en place de la Retenue à la Source (RAS) devrait finir d'achever ce qui reste de prérogatives de notre direction départementale.

Rien ne semble arrêter la direction locale dans sa soif de démantèlement.

Fort heureusement, les agents des finances Publiques ont un statut avec des règles de gestion qui les protègent et leur évitent de devoir suivre un service restructuré, la plupart du temps sans tous les emplois, avec les conséquences que l'on connaît sur les conditions de travail.

Mais là encore, face à ces droits statutaires que le gouvernement juge « archaïques », les attaques pleuvent :

-au niveau local, la direction a ainsi annoncé **le regroupement des RAN de 11 actuelles à 4 (ou 7)**, introduisant encore un peu plus d'arbitraire dans les mutations.

-au niveau national avec son projet de loi destructeur du Code du travail dite Loi El Khomri qui vise à remettre en cause toutes les garanties et protections des salariés (temps de travail et de repos, heures supplémentaires, congés, congés maternité...). Pour ce qui concerne les fonctionnaires, ce projet prévoit, dans son article 23, la mise en place du compte personnel d'activité (CPA) qui anticipe la mobilité forcée prévue par le **protocole PPCR** (parcours professionnels carrières, rémunérations).

Comment arrêter ce rouleau compresseur ?

L'exigence du retrait El Khomri est le mot d'ordre qui concentre la bataille contre tous ces projets mortifères. **Le 31 mars 2016**, 1,2 millions de travailleurs (Public et Privé) ont manifesté dans 260 villes en France pour faire plier le gouvernement Hollande-Valls. **Le retrait de cette loi serait un point d'appui considérable pour obtenir la victoire sur toutes nos revendications DGFIP.**

Face à un gouvernement qui s'entête dans son refus, il faut amplifier la mobilisation et préparer la poursuite du mouvement vers la grève reconductible jusqu'au retrait.

Les semaines qui viennent seront cruciales. Nous vous tiendrons au courant des prochaines étapes du mouvement en cours. **Nous pouvons gagner sur nos revendications :**

-Retrait du projet de loi travail dit « Loi El Khomri »

-Retrait du projet ASR

-Arrêt des suppressions d'emplois et comblement de toutes les vacances de postes.

-Maintien des 11 RAN de la DDFIP 93

-Retrait des bornes CAF dans le SIP du département.